



La paix communautaire

# Oui mais à quel prix?

Le gouvernement Michel se félicite d'éviter les querelles linguistiques. Mais les francophones ne cessent de perdre du terrain. - Texte: Gauthier De Bock -

Selon notre premier ministre, nous vivons des temps institutionnels enthousiasmants. Ils permettent, en effet, au gouvernement de pouvoir se concentrer sur "l'essentiel": les enjeux socio-économiques. "Jobs, jobs, jobs" constitue le mantra qui anime l'action du chef du gouvernement. Parallèlement, les éminences de la N-VA semblent occuper d'autres terrains que les matières communautaires. Il semble loin le temps où Bart De Wever accueillait le couple royal arborant une cravate aux couleurs de la Flandre sous les "Belgïe Bars!" scandés par des militants du Voorpost regroupés près du perron de l'hôtel de ville d'Anvers. De même, la riche Flandre semble avoir remisé son arrogance

économique vis-à-vis de son plus pauvre voisin. On a même eu droit à des sous-entendus affectueux de la part de messieurs Jambon, Francken et De Wever.

C'est que le travail de sape effectué par le plus grand parti politique du pays se situe sur d'autres bases que celles qui consistaient à se séparer d'une communauté impécunieuse. Il repose avant tout sur Theo Francken, le secrétaire d'État à la Migration. Elle progresse au rythme des condamnations "fermes" du Premier, puis de "recadrages" de moins en moins cadrants aboutissant à considérer que M. Francken disait des "vérités incomplètes". En l'occurrence vis-à-vis de Soudanais renvoyés vers un État pratiquant la torture.

Sans objectif polémique aucun, on pourra noter le prix - d'abord symbolique - payé par les Francophones via l'entremise de leur représentation au Fédéral en se remémorant ce que Louis Michel disait en 2009. "En tant que libéral, j'ai un problème avec le fait d'empêcher les migrants d'aller et venir". On se rappellera qu'à l'époque, les Michel père et fils représentaient un courant libéral "social", l'aile gauche donc, du MR. L'actuel projet de loi sur les visites domiciliaires de particuliers susceptibles d'héberger des migrants dans l'illégalité participe, objectivement, d'un tribut moral réclamé par la N-VA au MR, et donc à tous les francophones. L'abandon d'une liberté fondamentale: le droit, pour le citoyen de disposer d'un lieu de résidence inviolable.

### La Justice penche nettement d'un côté

Mais l'addition n'est pas que morale. "Près de 24 millions d'euros pour le Palais de Justice de Courtrai, près de 13 pour celui de Gand, près de 5 pour celui de Bruges, par contre un peu plus de 2 pour Tournai...", pointe une question parlementaire d'un élu provincial adressée au ministre de la Justice. Le député s'étonnait d'une balance qui penche fortement côté Nord en matière d'immobilier judiciaire. Lorsqu'on s'intéresse à la manière dont on rend la Justice, on constate que les plateaux ne sont pas, non plus, au même niveau. Les parquets néerlandophones sont staffés à 90 ou 95 % de leur effectif mais à 68 % à Mons/Tournai, à 75 % à Eupen et à 55 % dans la province du Luxembourg. Soit, selon l'Union professionnelle de la magistrature, 70.000 dossiers par an qui ne sont plus traités. Par ailleurs, ce n'est qu'en novembre 2017 que le ministre Geens a décidé d'installer des portiques de détection et des agents de sécurité aux Palais de Justice de Charleroi et de Liège. Voilà, tout de même qui interpelle.

### Administration, santé... cap au Nord

Malheureusement, la liste des prix continue. Ainsi les présidents des Services publics fédéraux sont au nombre de 14 à diriger notre administration. Parmi eux, combien de Francophones? Cinq. Le Conseil national de Sécurité, un organe stratégique de l'État fédéral - il fut très actif durant les attentats - est composé de 15 membres... dont 10 Flamands. Cette glissade vers le Nord ne touche pas que des fonctionnaires, elle entraîne également les principes mêmes de ce qu'est un État fédéral. Dans le secteur de la Santé, par exemple, Maggie De Block veut réglementer la profession de psychothérapeute et de psychomotricien en les restreignant voire en les supprimant. Pourquoi? Par économie, bien sûr. En ces temps de disette budgétaire cela pourrait être un

## Neuf des quatorze Services publics fédéraux sont aux mains de Flamands. Quant au Conseil national de Sécurité...

argument acceptable. Il faut toutefois noter que les psychothérapeutes sont moins nombreux en Flandre. Quant aux psychomotriciens, leur profession n'existe qu'en Wallonie. Pourquoi donc en rembourser les prestations?

C'est une même logique budgétaire qui empoisonne la délivrance des numéros Inami (lire aussi p. 26). La ministre de la Santé a décidé de limiter le nombre de médecins pour faire baisser les remboursements des prestations médicales. Les experts de la Commission de planification ont conclu que pour éviter les pénuries de médecins, il fallait une clé de répartition de 56,5 % au Nord et 43,5 % au Sud. Or, Maggie De Block distribue ces numéros Inami à 40 % en Belgique francophone y organisant, à long terme une carence. Ajoutons, pour le volet médical, que, par un tour de passe-passe, seule l'organisation professionnelle flamande de kinésithérapie est reconnue par le ministère et pourra y défendre sa conception de la profession.

Et que dire des chemins de fer? À la tête de la SNCB, la gantoise Sophie Dutordoir. À la tête d'Infrabel, Herman de Bode, l'ex-chef de cabinet de Jan Jambon. Des chiffres? Plus de 65 % des rames à deux étages partent de Flandre où le RER est terminé, mais il ne faudra pas l'attendre, en Wallonie, avant 2027. L'avalanche du Fédéral vers la côte belge semble grossir encore lorsqu'on fouille du côté de la recherche scientifique, des Établissements scientifiques fédéraux, mais aussi de la réforme de la Protection civile. Sur les deux casernes censées subsister en 2019, l'une sera située à Crisnée, en Région wallonne, à un kilomètre de la Flandre, tandis que l'autre fonctionnera à Brasschaat, dont le bourgmestre est Jan Jambon, par ailleurs ministre compétent pour ce service de secours. Sans volonté polémique, donc, en essayant de nous baser sur des réalités factuelles, il nous semble donc que la paix "communautaire" sert de paravent à d'autres desseins. Et quand ceux-ci commencent à piquer les yeux, une brise anversoise vient souffler que 400 migrants viendraient mettre la Sécurité sociale en péril... ✘